



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

43e congrès du Mouvement Jeunes Communistes de France

Plan du texte

43e congrès du Mouvement Jeunes Communistes de France.....	1
Aujourd'hui, la jeunesse synonyme de précarité.....	3
Une éducation inégalitaire.....	3
Des inégalités scolaires qui reproduisent les inégalités sociales.....	3
Une orientation forcée et genrée.....	4
Sélection sociale et sas de précarité à la sortie du secondaire.....	5
Des services publics destinés aux étudiants insuffisants.....	6
La mise en concurrence comme seul horizon politique.....	7
Le travail des jeunes sous le signe de la précarité.....	8
La précarité des contrats.....	8
La précarité des revenus.....	9
Des droits aux rabais.....	10
Une autonomie difficile à obtenir.....	10
Les jeunes exclus de la solidarité nationale.....	10
Le communisme pour l'émancipation des jeunes.....	12
Dépasser le capitalisme et construire le communisme.....	12
Le capitalisme met en péril notre avenir.....	12
L'accumulation du capital provoque des dégâts énormes.....	12
Le capitalisme se nourrit d'autres formes de domination.....	13
Le communisme est le modèle de société le plus démocratique.....	14
Le communisme abat toutes les dominations.....	15
Le dépassement du capitalisme nécessite une lutte internationaliste.....	15
Le MJCF, une organisation de jeunesse par et pour les jeunes.....	16
Une organisation de jeunes.....	16
Une organisation de masse.....	16
Une organisation indépendante et démocratique.....	17
Une organisation nationale.....	17
Une organisation d'éducation populaire.....	17
Une organisation internationaliste.....	18
Les revendications du MJCF.....	19
Lutter contre l'exploitation et sécuriser les parcours de vie des jeunes.....	19
Pour une éducation égalitaire et un service public de l'orientation.....	19
Pour des études supérieures ouvertes à tous et toutes.....	20
Pour un emploi stable, sécurisé, digne et émancipateur.....	21
Éradiquer le chômage.....	22
Lutter contre les dominations et les discriminations.....	23
Détruire le patriarcat et construire une société féministe.....	23
Contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie.....	24



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Pour de nouveaux droits démocratiques et sociaux.....	25
Un statut social pour la jeunesse.....	25
Protéger la santé des jeunes.....	26
Pour une société accessible aux personnes en situation de handicap.....	26
Pour l'accès à la culture, au sport, aux loisirs.....	27
Pour une République laïque, démocratique et sociale.....	27
Combattre l'impérialisme.....	29
Contre l'impérialisme français.....	29
Pour la paix entre les peuples.....	29
Sortir de l'Union européenne.....	30
Combattre le réchauffement climatique et la régression de la biodiversité.....	30
Le MJCF, une organisation structurée et active.....	33
Les campagnes du MJCF.....	33
Les campagnes au service de la structuration du MJCF.....	34
Pour la satisfaction des besoins et aspirations des jeunes face au capitalisme et au patriarcat.....	34
Éducation.....	35
Emploi.....	35
Conquérir de nouveaux droits pour les jeunes.....	36
Pour la liberté du peuple palestinien face à l'impérialisme et au colonialisme.....	36



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Aujourd'hui, la jeunesse synonyme de précarité

La jeunesse est une période charnière de la vie où l'on est sorti de l'enfance et l'on avance progressivement vers une indépendance familiale (ce qui a pour conséquence la perte progressive de ses effets protecteurs) et une indépendance économique, via la poursuite d'études et/ou l'entrée dans le travail. En tant que situation de transition, elle est une période de vulnérabilité.

La jeunesse vit de plein fouet l'antagonisme de classes.

D'un côté, les jeunes vivent massivement dans la précarité et doivent retarder leurs projets de vie pour vivre au jour le jour avec peu de perspectives : une vie faite de petits boulots dits précaires afin de subvenir à leurs besoins, d'emplois temporaires entrecoupés de périodes de chômage, d'études suivies en concurrence avec le travail salarié, d'orientations scolaires et professionnelles contraintes ou limitées.

De l'autre côté, les jeunes de la bourgeoisie sont déterminés pour entreprendre les projets de leur choix : ressources financières, réseaux, leurs codes sociaux, pistons, expériences à faire valoir... La société est organisée pour leur réussite. Particulièrement, l'école et l'université sont modelées à leur image. Ils sont destinés depuis leur naissance à occuper une fonction dirigeante dans une société qui sert leurs intérêts de classe.

La jeunesse est un âge social d'apprentissage et de découverte du monde social dans lequel on se développe, et de construction de son individualité. Elle devrait être un âge d'émancipation, où l'on s'affranchit de l'environnement familial.

Pourtant, pour la grande majorité des jeunes, la jeunesse est une phase de précarité du quotidien, de précarité du travail, de précarité de ses projets, de précarité de l'accès à la culture. C'est une période de la vie où l'on subit l'exploitation capitaliste de manière accrue. C'est une période de socialisation où l'on nous apprend à courber l'échine et à renoncer à nos rêves.

La jeunesse est pour beaucoup synonyme de précarité, que ce soit dans l'éducation, sur le marché du travail, ou au niveau des droits qui sont minorés pour les jeunes.

Une éducation inégalitaire

Des inégalités scolaires qui reproduisent les inégalités sociales

L'école est taillée pour perpétuer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat. Loin de viser l'élévation générale du niveau de connaissances, l'école est une institution qui se base sur une sélection inégale et qui reproduit les inégalités sociales tandis qu'elle devrait permettre à chacune et chacun d'acquérir un socle de connaissances solides.

Le système éducatif place les élèves dans une compétition inégale. La réussite scolaire repose sur un amas d'attendus implicites accessibles seulement à une minorité des élèves : des apprentissages extrascolaires, des prérequis culturels, un accompagnement familial pour faire ses devoirs, des voyages linguistiques, des cours de soutien payants.

Aujourd'hui, la carte scolaire contribue à la reproduction des inégalités sociales, il est donc nécessaire de la revoir pour favoriser la mixité sociale et l'égalité entre les établissements et entre les élèves.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

La mise en place par l'État des ZEP puis des REP n'est pas suffisante pour lutter durablement contre les inégalités d'accès à l'éducation dont sont victimes les jeunes issus des quartiers populaires.

La fracture numérique et l'incapacité de beaucoup de familles à pouvoir aider pour les devoirs accentuent encore cette inégalité.

Le système éducatif accentue les inégalités sociales. Il regroupe les catégories les plus populaires dans des établissements qui concentrent tous les obstacles : difficultés scolaires plus importantes, car socialement conditionnées, moins d'heures de cours effectuées, environnement d'étude plus difficile. Elle concentre à l'autre bout les plus riches dans des établissements d'excellence dont l'objectif est la sélection d'une élite sociale : des lycées publics préparant aux grandes écoles et un secteur privé payant qui constituent une ségrégation sociale en faveur des plus riches.

Dans leurs stratégies scolaires, les familles de la bourgeoisie savent jouer sur les choix d'options qui permettent de contourner la carte scolaire d'une part, et de valoriser leurs dossiers au sein de Parcoursup d'autre part. Ces options sont inégalement réparties sur le territoire, et le choix des matières dites « classiques » est l'un des outils principaux de la reproduction sociale à disposition des classes supérieures. Les récentes réformes du lycée tendent à distinguer d'autant plus les établissements, permettant aux enfants de la bourgeoisie de se retrouver dans un entre-soi et de reproduire les codes attendus par le système scolaire, tandis que ceux des milieux populaires en sont maintenus écartés.

De plus, les inégalités scolaires sont accentuées pour les personnes en situation de handicap qui n'ont pas le même accès à l'enseignement. Les moyens de compenser leur handicap dans l'enseignement restent parfois peu suffisants et ne permettent pas à ces élèves d'étudier dans de bonnes conditions et d'acquérir les connaissances nécessaires pour la maîtrise de leur futur métier.

Une orientation forcée et genrée

Si les jeunes de familles populaires sont orientés précocement vers le monde du travail, en faisant des études courtes (ou sans en faire) moyennant des salaires bas, les jeunes de la bourgeoisie sont sélectionnés pour les filières les plus socialement valorisées.

L'orientation se fait sur diverses appréciations subjectives, y compris sur base des notes, alors que cette compétition de résultats scolaires est largement défavorable aux jeunes issus des classes populaires. Tout comme l'importance croissante accordée au « dossier » qui valorise les pratiques sociales extrascolaires davantage effectuées par les enfants de la bourgeoisie. Cela entretient une orientation forcée et stigmatisante.

L'école bourgeoise perpétue et aggrave la distinction artificielle et de plus en plus caduque entre travail prétendument manuel et prétendument intellectuel. Elle ne vise qu'à fournir au patronat une main-d'œuvre aux caractéristiques conformes à la conjoncture économique. Elle privilégie un apprentissage professionnel répondant aux besoins de main-d'œuvre immédiats et changeants du patronat, souvent pris en charge par des organismes privés. Elle abandonne l'ambition d'un tronc commun de connaissances entre les jeunes du pays, en le remplaçant par l'acquisition de compétences de poste de travail très spécifiques.

Le système éducatif provoque l'échec scolaire d'une partie des jeunes, principalement des couches populaires, et les sanctionne par une orientation forcée vers des professions dévalorisées socialement ou financièrement ou une sortie précoce de la scolarité.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

À l'inverse, les enfants issus de la bourgeoisie sont les gagnants du système d'orientation, qui assure le maintien de leur place à des fonctions sociales dirigeantes majoritairement occupées par des hommes. Ce phénomène a été aggravé par la réforme du baccalauréat et la mise en place de Parcoursup.

Les conditions d'étude dans le public se dégradent d'année en année, de plus en plus de familles adoptent la stratégie d'envoyer leurs enfants dans l'enseignement privé.

En outre, l'école oriente les filles et les jeunes femmes vers des filières ou des spécialités associées à des stéréotypes de genre féminins qui, en raison du poids du patriarcat sur le marché du travail, n'ouvrent qu'à des professions dévalorisées socialement ou financièrement. Cette dévalorisation comprend les inégalités symboliques de valorisation sociale de ces professions.

Cette orientation genrée prive chaque année des milliers de femmes d'opportunités d'orientation et les enferme dans des rôles assignés, mais elle est également préjudiciable à la société dans son ensemble, puisque celle-ci ferme trop souvent les portes à la moitié de la population dans les fonctions dirigeantes, d'encadrement, dans les sciences dures ou dans les filières techniques.

Cette orientation genrée est aussi la cause du sexisme auquel les femmes doivent se confronter quotidiennement, ce qui ne leur permet pas toujours d'acquiescer une confiance en soi afin de s'orienter dans une filière qui leur plaît. De plus, les violences sexistes et sexuelles rencontrées, qu'elles soient internes ou externes à l'établissement, peuvent les contraindre d'abandonner leurs études ou s'orienter dans une voie où elles se sentiront plus en sécurité.

Sélection sociale et sas de précarité à la sortie du secondaire

Au lieu de mettre les élèves dans les meilleures conditions afin qu'ils ou elles puissent obtenir toutes les compétences nécessaires afin d'obtenir un baccalauréat professionnel, général ou technologique pour l'ensemble des jeunes, permettant de poursuivre une formation ou des études supérieures, la liquidation du baccalauréat national a été mise en œuvre.

L'orientation, le choix de spécialités au lycée général ou des filières professionnelles, sont laissés à la responsabilité des jeunes et des familles.

La réforme du baccalauréat, en plus d'imposer une spécialisation prématurée et de hâter un choix d'orientation, amplifie la difficulté d'accès à certaines matières importantes comme les mathématiques.

Les CIO et les PSY EN sont au mieux en nombre insuffisant, au pire inexistant. De plus, les multiples réformes ne leur permettent pas de diffuser une information de qualité.

Toutes les filières et toutes les spécialités ne sont pas accessibles à l'ensemble des jeunes, pour cause, les inégalités territoriales et économiques sur l'ensemble des établissements qui n'ont fait que se creuser après la réforme du lycée. Ce choix conditionne pourtant l'orientation post-bac et professionnelle.

Ainsi, les lycées des zones rurales sont relégués au second plan par les réformes du lycée et du baccalauréat, loin derrière les établissements de centre-ville.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

En bout de chaîne, Parcoursup et « Trouver-mon-master » organisent la sélection sociale vers les études supérieures, sur la base du dossier scolaire, de lettres de motivations et de l'établissement d'origine. La mise en place des options pour le baccalauréat crée de fortes inégalités entre notamment le privé et le public où le budget pour ces options ne sera pas le même. Le baccalauréat ne garantit plus une inscription dans l'enseignement supérieur. Le baccalauréat n'existe plus comme diplôme national à cause d'une validation par contrôle continu et des modalités d'évaluation et des spécialités locales.

Chaque année, des milliers de jeunes se voient refuser l'accès aux études de leur choix et sont contraint·e·s de renoncer aux études supérieures. Les jeunes des classes populaires sont les plus durement touchés, discriminés en fonction de moins bonnes notes en contrôle continu, de leurs filières, de spécialisations précoces et de leur établissement d'origine souvent de mauvaise réputation.

Des services publics destinés aux étudiants insuffisants

La massification de l'enseignement supérieur n'est pas une démocratisation. Les moyens par étudiant ont diminué, à cause du refus des gouvernements successifs d'investir à la hauteur des besoins. Des étudiants et étudiantes sont pénalisé·e·s dans leurs études par un travail salarié qui entre en concurrence avec les études. L'État les abandonne à une solidarité familiale de plus en plus inégalitaire. La vie étudiante est par conséquent caractérisée par la précarité de l'existence, voire par la pauvreté.

Les CROUS, pourtant censés pallier les difficultés que rencontrent les étudiantes et les étudiants et être un service public de proximité, sont loin d'être à la hauteur des besoins réels. Dans tous les domaines que les CROUS traitent (bourses, logement, repas, santé, culture, sport), il y a des manques et des vides énormes.

De plus, les services proposés par le CROUS sont encore trop inégalitaires. En effet, un certain nombre de profils d'étudiantes et d'étudiants ne peuvent pas accéder à certains services, tels que les doctorantes et les doctorants, les étudiantes et étudiants de plus de 25 ans ou encore les étudiantes et étudiants internationaux. Pourtant, la crise sanitaire a démontré que ces publics étaient fragiles et n'ont pas toujours reçu l'aide nécessaire. Il a fallu qu'un bon nombre d'universités en France leur apporte des aides financières, ce qui sort du cadre des missions qui leur ont été attribuées.

Alors que les étudiants et étudiantes font face à une précarité grandissante, la privatisation progressive du service public de la vie étudiante ne permet plus aux CROUS de satisfaire les besoins des étudiantes et étudiants. Plus des trois quarts des ressources des CROUS proviennent des étudiantes et étudiants pour compenser le désengagement de l'État, ce qui introduit des logiques libérales et concurrentielles dans le service public. Concrètement, les étudiantes et étudiants constatent une augmentation des tarifs de restauration, pourtant de plus en plus orientée vers la malbouffe (sandwiches, sodas...), et de logement, alors que la dégradation de certaines chambres atteint l'indignité. Les CROUS sont les acteurs d'une action sociale et sanitaire en constante asphyxie budgétaire.

Cet échec dans les missions qui leur sont attribuées pousse les étudiantes et les étudiants à se tourner vers des services privés plus onéreux ou vers la solidarité à travers des épiceries sociales et solidaires et des distributions alimentaires gratuites.

Les établissements du supérieur ne tiennent quasiment plus aucun compte de la situation sociale des étudiantes et des étudiants.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Alors que les études sont une activité à plein temps, les universités mettent en place des conditions d'assiduité de plus en plus strictes, tandis que beaucoup d'étudiantes et d'étudiants sont incapables de les respecter à cause d'une situation de vie précaire bien souvent salariée.

Suite aux différentes coupes budgétaires dans l'enseignement supérieur, celui-ci ne permet pas aux étudiantes et étudiants d'accéder à une réelle prise en charge médico-psychologique de la part des établissements. Une grande partie de la jeunesse est dans une situation de détresse psychologique et morale. Les établissements ne mettent pas pour autant à disposition des réels suivis pour leurs usagers, à cause du manque de psychologues et d'assistants sociaux.

La mise en concurrence comme seul horizon politique

L'autonomisation des universités n'a fait qu'accentuer cette précarité.

L'autonomisation est intensifiée par une mise en concurrence des universités entre-elles. Ceci a un impact sur les moyens alloués à la recherche dans le cadre de la capitalisation des universités sous forme de pôles de recherche. Poursuivant le but de rentrer au classement de Shanghai et d'obtenir ainsi des fonds du privé, les universités autonomes permettent à l'État de se retirer de ses prérogatives d'investissement public dans l'enseignement supérieur et la recherche.

Chaque année, les frais d'inscription pèsent d'autant plus dans la précarisation des étudiantes et étudiants qui doivent dépenser jusqu'à plusieurs centaines d'euros par année d'étude. Ces étudiantes et étudiants n'étant même pas éligibles aux bourses sur critères sociaux se retrouvent avec un compte en banque vidé dès le début de leur année pour des frais injustifiés puisqu'ils ne représentent que 1,5 % de ce que l'état débourse pour ces étudiantes et étudiants.

La liberté des universités pour leur offre de formation fait que celle-ci est très inégalement répartie sur le territoire, contraignant à des changements de domicile subis, qui isolent et qui précarisent.

Le système d'orientation, ayant trié les élèves qu'elle peut spécialiser et professionnaliser très vite, se tourne vers l'enseignement supérieur, particulièrement l'université. Cette autonomisation, engendrant une modularisation des cursus, permet au système de disposer par la suite d'une main-d'œuvre diplômée, mais malléable selon les besoins du marché du travail.

Cette inégalité d'accès aux formations combinée à la sélection de Parcoursup entraîne un développement du secteur privé de l'éducation, qui sort gagnant des dernières réformes du système éducatif.

Le Code du travail oblige les entreprises à rémunérer un stage de plus de 2 mois. La rémunération des stages inférieurs à cette période est soumise à un accord de branche. La rémunération de ce stage est plafonnée à 3,90 € et est également soumise un accord de branche. Ce cadre légal crée non seulement des inégalités entre les étudiantes et les étudiants, mais n'est pas rémunéré à hauteur de la force de travail fournie par le stagiaire.

Ces stages sont souvent des emplois déguisés dont les entreprises et parfois même le pôle public, notamment avec les métiers de la santé, se servent.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

L'apprentissage concerne de plus en plus de jeunes, du CAP au supérieur. La rémunération des apprenti·e·s est injustement plafonnée en pourcentage du salaire minimum et en fonction de l'âge et là aussi soumise à des accords de branches qui créent des inégalités entre les apprenti·e·s. Les apprentissages sont trop souvent considérés pour les entreprises comme un moyen de trouver des employés que l'on rémunère moins. De plus, une grande majorité des stages ne correspond pas au contrat d'apprentissage. Ce système encourage la surexploitation d'une partie de la jeunesse salariée et ne remplit pas son rôle premier de permettre un enseignement de qualité.

L'apprentissage concerne de plus en plus d'étudiants sans reconnaissance de cette professionnalisation et permet aux entreprises de trouver des employés que l'on rémunère moins, au détriment d'une formation de qualité.

Trop souvent, les entreprises enfreignent la loi à l'encontre des apprentis.

Les jeunes de moins de 25 ans ont 2 fois plus d'accidents de travail.

Le travail des jeunes sous le signe de la précarité

La précarité des contrats

Pour augmenter l'exploitation et donc les profits, les capitalistes justifient des droits moins protecteurs pour les jeunes par leur manque d'expérience et leur « adaptabilité ».

1 jeune salarié·e sur 2 a un emploi précaire (CDD, intérim). La précarité de l'emploi est de plus en plus un passage obligé vers une situation professionnelle stable. L'âge moyen pour un premier emploi stable est ainsi de 27 ans et bien souvent plusieurs années après le dernier diplôme obtenu.

Enchaîner les emplois temporaires et les périodes d'essai expose les jeunes au risque du chômage. Il est difficile de construire sa vie et de développer son implication syndicale, politique et culturelle dans la précarité. À cause de la précarité de l'emploi, 1 jeune sur 5 se retrouve au chômage.

Tout en permettant aux capitalistes de disposer d'une main-d'œuvre disponible sur le marché du travail selon leurs besoins variables de valorisation du capital, le chômage est un moyen de pression supplémentaire exercé sur les salarié·e·s pour pousser les salaires et les droits au rabais.

S'ajoute au travail précaire, le travail déguisé (services civiques, stages, autoentrepreneuriat...) auquel nombre de jeunes sont contraints par manque d'emplois proposés. Le travail déguisé les place dans un rapport de subordination et d'exploitation aggravé.

L'« uberisation » du travail pousse certains jeunes à se tourner vers un travail qui, derrière un faux statut auto-entrepreneurial, ne garantit aucune protection sociale et est souvent pénible et précaire.

La promotion par la bourgeoisie de l'autoentrepreneuriat ne trompe personne. En argumentant sur les soi-disant libertés que conférerait ce statut, le patronat se dégage de ses responsabilités envers les salarié·e·s telles que le paiement des cotisations sociales, de congés payés ou des heures supplémentaires... Du fait du chantage à l'emploi, les autoentrepreneuses et autoentrepreneurs sont dans une situation d'exploitation particulière



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

qui ne permet in fine que d'enrichir encore plus les actionnaires. Ce statut précarisant est donc dangereux non seulement pour les personnes qui le subissent, mais aussi pour l'ensemble des travailleuses et travailleurs, car il sert d'outil pour remettre en cause l'ensemble des droits gagnés lors des luttes sociales.

Les demandes d'expérience formulées par les employeurs aux jeunes constituent une discrimination à l'emploi et un chantage à l'emploi supplémentaire. Elles conduisent les jeunes au travail déguisé ou au chômage.

La précarité expose les jeunes à l'arbitraire patronal et au non-respect du code du travail, et elle constitue un frein à l'engagement syndical. Or cet engagement permet de connaître nos droits et offre un cadre pour imposer leur respect le cas échéant.

Les jeunes étrangères et étrangers qui ne peuvent pas subvenir à leurs besoins et qui sont dans l'impossibilité de signer un contrat sont particulièrement touché·e·s par la précarité au travail du fait des conditions accrues d'exploitation qui découlent habituellement d'un travail non déclaré.

La précarité des revenus

Les jeunes subissent de plein fouet et de plus en plus la précarité de leurs conditions de travail, ce qui influe négativement leurs revenus. Ils deviennent, avec le temps, la variable d'ajustement du capitalisme.

Les salarié·e·s mineur·e·s subissent une surexploitation avec des salaires légalement minorés. Le salaire des apprenti·e·s est minoré selon l'âge jusqu'à 26 ans et en pourcentage du SMIC. Le service civique pallie un manque de personnel dans les services publics et dans les associations en sous-payant des jeunes qui travaillent entre 24 et 48 heures par semaine, voire plus non déclaré, payé la même somme quel que soit le nombre d'heures effectuées.

La fonction publique, notamment la santé, n'échappe pas à ces pratiques en sous-payant les étudiantes et étudiants. Ces emplois, où les heures supplémentaires constituent la norme, permettent de remplacer les emplois titulaires.

Nombre de jeunes font un travail en dessous de leur qualification ou dévalué.

Nombre de jeunes salariés, en particulier les femmes, subissent un temps de travail partiel, qui les rémunère peu et les empêche de cotiser correctement.

L'inégalité salariale homme femme contribue à une grande diminution des cotisations sociales (20 % d'écart de salaire à poste égale et donc près de 40 milliards de manques à gagner pour les caisses de la sécurité sociale.).

Le travail doit être compensé en fonction des capacités de chacun, les revenus de certains jeunes en situation de handicap se retrouvent amoindris en fonction des heures aménagées pour leurs soins hors de leur espace de travail. Les handicaps et les soins de ces derniers ne doivent pas avoir de répercussions sur les revenus.

Le nouveau calcul de l'assurance chômage pénalise l'ensemble des travailleuses et travailleurs et particulièrement les jeunes en sanctionnant le caractère temporaire de leurs emplois par une diminution voire une suppression de l'allocation.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le patronat a intérêt à la surexploitation des jeunes, autorisée par la loi et facilitée par les politiques libérales du gouvernement, usant d'une main-d'œuvre peu chère, corvéable et facile à licencier. Il ne paie souvent aucune ou peu de cotisation sociale sur leurs salaires, ce qui pénalise l'ensemble des salariés et augmente d'autant l'exploitation capitaliste.

De plus, ce peu de cotisations réduit la protection des jeunes travailleurs et travailleuses, et retarde leurs droits acquis par le travail, notamment à la retraite.

Face à la précarité des jeunes, l'État a beau jeu de demander à la CAF de leur verser une prime sur leur demande et financée par la collectivité.

La défiscalisation des pourboires et la prévalence des primes sur les salaires sont à la fois une atteinte à notre modèle social et une attaque contre le travail.

En lieu et place de rémunérer le travail, le patronat substitue à une part du salaire de l'argent public, dans le but d'intensifier l'exploitation.

Des droits aux rabais

Une autonomie difficile à obtenir

Les jeunes sont privé·e·s de logement autonome. La précarité du travail, des études et des revenus, couplée à la cherté des loyers, empêche les jeunes d'accéder à un logement autonome. Presque 1 jeune sur 2 de moins de 30 ans cohabite avec ses parents. Cette cohabitation forcée peut exacerber les violences, comme on l'a observé pendant le confinement dû à la pandémie de Covid.

Pour avoir accès à un logement, il est majoritairement demandé de présenter un contrat en CDI ; or cela se pose en contradiction avec les contrats précaires proposés aux jeunes (CDD, intérim).

Les jeunes sont privé·e·s de mobilité. 1 jeune sur 4 subit des difficultés de déplacement pour l'emploi ou la formation, et plus de la moitié connaît une restriction de sa vie sociale, de son accès à la culture et au sport. Cette réalité accentue des orientations scolaires et professionnelles forcées. Les transports sont un besoin des jeunes pour faire leurs propres choix, notamment pour les jeunes habitant dans un milieu rural.

Par ailleurs, les situations d'enclavement de certaines zones géographiques nécessitent un besoin en transport plus important et plus adapté afin de lutter contre l'exclusion de leur population.

Le désengagement de l'État dans les services publics de transports en responsabilisant les régions sans moyens financiers entraîne une inégalité dans les territoires notamment ruraux créant de fait une accessibilité à la République à deux vitesses.

Les jeunes exclus de la solidarité nationale

Les jeunes subissent des dérogations au droit commun. La loi permet de sous-payer les jeunes, elle les prive également de solidarité nationale. Le RSA n'est pas accessible aux moins de 25 ans. La seule perspective proposée aux jeunes sans formation et sans emploi est le contrat d'engagement jeunes, d'un montant dérisoire, administré par des missions locales extraordinairement sous-financées, conditionné par des engagements peu en rapport avec leurs projets.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

L'absence de droits des jeunes perpétue une dépendance familiale. L'État fait reposer la solidarité sur les familles, ce qui est de plus en plus hasardeux et laisse nombre de jeunes sans aucune ressource. C'est le cas des bourses universitaires.

Conditionner les aides sociales aux ressources des familles est un frein majeur à l'émancipation des jeunes.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le communisme pour l'émancipation des jeunes

Dépasser le capitalisme et construire le communisme

Le capitalisme met en péril notre avenir

L'antagonisme de classes que connaît la jeunesse et la précarité qu'elle subit majoritairement ne sont pas des fatalités.

Le responsable de cette situation est le capitalisme. Le capitalisme est une société de classes dans laquelle la classe capitaliste détient le pouvoir politique et économique ainsi que la propriété privée des moyens de production et d'échange. La finalité de toute production capitaliste est la réalisation de la rentabilité du capital la plus grande possible, au détriment de tout autre intérêt. Les capitalistes exploitent le prolétariat et la planète afin d'en tirer un maximum de profits.

Le capitalisme est fondamentalement incapable de répondre aux aspirations et aux besoins des jeunes. La recherche de la rentabilité maximale du capital s'oppose au développement de l'éducation pour toutes et tous, du bien être au travail, de la sécurité de l'emploi, de la sécurité sociale ou des services publics. Le capitalisme est à ce titre une société sans avenir.

L'accumulation du capital provoque des dégâts énormes

L'accumulation du capital s'opère de manière antagoniste : à un bout de la société les misères les plus extrêmes, à l'autre bout la concentration gigantesque des richesses.

L'accumulation du capital s'opère par l'exploitation de la force de travail comme une marchandise et l'extraction d'un profit sur celle-ci, au sein d'un rapport de subordination économique assurant au capitaliste un puissant levier de décision politique.

Les crises que nous connaissons sont l'expression des contradictions du capitalisme et sont inséparables de son fonctionnement. Crise sociale et économique avec le chômage de masse, l'appauvrissement et la surproduction, crise écologique avec l'épuisement des ressources naturelles et de la biodiversité, couplé au réchauffement climatique.

Les réponses apportées par la bourgeoisie aux crises du capitalisme sont toujours les mêmes : marchandisation de tous les aspects de la vie sociale, financiarisation de l'économie, accentuation de l'exploitation du travail et de l'impérialisme. Le capitalisme est incapable de résoudre ses contradictions et mène l'humanité dans une impasse. Toutes ces « solutions » ne sont qu'autant de sources pour les crises qui suivront.

Le pouvoir capitaliste s'accroche pour conserver sa domination de classe. Le néolibéralisme en est une des expressions les plus autoritaires. Il nous plonge dans une crise démocratique qui pave la voie à l'extrême droite et au fascisme.

L'accumulation du capital provoque la mise en danger de l'humanité et du vivant. Le climat et la biodiversité sont déréglés et détruits par la production capitaliste à l'échelle mondiale.

La lutte contre le capitalisme et l'établissement d'un mode d'organisation économique communiste n'est pas qu'un enjeu de justice, le communisme est un mode d'organisation



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

supérieur qui permettra de produire mieux et plus efficacement, car respectueux des travailleuses et travailleurs et de la planète.

La concurrence entre les capitalistes dans la course à l'accumulation du capital aboutit à l'aggravation des tensions impérialistes au point de provoquer la guerre.

Aujourd'hui, les États-Unis, puissance impérialiste dominante, se trouvent concurrencés par l'émergence de la Chine et n'excluent pas la possibilité d'une guerre de haute intensité pour conserver leur domination.

L'impérialisme est un système de prédation des pays capitalistes les plus développés sur les peuples du monde. Il est le résultat d'une nécessité de trouver toujours plus de débouchés, de main-d'œuvre à bas coût et de matières premières pour les productions des capitalistes.

Le dépassement du capitalisme par la construction d'une société communiste est la seule résolution possible de la crise du capitalisme.

Le capitalisme se nourrit d'autres formes de domination

Le capitalisme se nourrit du patriarcat. Le patriarcat est la division genrée de la société et la domination des hommes sur les femmes. Le capitalisme profite du patriarcat qui lui permet de surexploiter une partie de la population salariée, les femmes.

La division genrée du travail commence dans la sphère privée où les femmes effectuent l'essentiel du travail domestique sans reconnaissance sociale. La reproduction de la force de travail repose principalement sur les femmes. Elles sont les premières à subir le chômage et les contrats à temporalité subie. Leur assignation au foyer constitue la base d'une surexploitation dans la vie professionnelle.

Au travail, les femmes occupent majoritairement les emplois les plus dévalorisés et les plus précaires. Moins rémunérées, le revenu du travail des femmes reste considéré comme un salaire d'appoint, miné par les temps partiels et l'écart salarial. Les travailleuses effectuent une double journée de travail : travail salarié et travail domestique.

Dues à la socialisation genrée de la société patriarcale, les femmes s'orientent et sont orientées vers des métiers dits féminins.

Leur assignation au travail domestique est considérée comme relevant d'un « instinct naturel ». Le travail du « care » est ainsi assigné aux femmes comme s'il s'agissait d'une inclination biologique.

Les femmes représentent également la majorité des emplois à temps partiel, qu'elles subissent le plus souvent et dont les secteurs où elles sont assignées font une utilisation massive.

Les phénomènes de plancher collant et de plafond de verre rendent plus difficiles les négociations salariales et restreignent l'accès aux postes décisionnaires pour les femmes.

La division genrée de la société se manifeste par des représentations, des comportements et agissements sexistes, par des violences sexistes et sexuelles, et par une idéologie patriarcale justifiant la domination masculine. Ces manifestations du patriarcat servent à maintenir la domination des hommes.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

L'exploitation sexuelle des femmes est l'une des formes les plus violentes du patriarcat. Le capitalisme s'en accommode d'autant mieux qu'il tend à la marchandisation de toute chose, même du corps.

Une grande partie des femmes qui se prostituent ont été victimes de violences sexuelles dans le passé, la prostitution est un renouvellement de ces violences. Cette marchandisation du corps des femmes passe par la manipulation et l'appropriation des luttes féministes par le capitalisme, au profit du patriarcat.

L'idéologie patriarcale définit les genres de manière limitative et aliénante pour les individus. Elle est nocive pour l'humanité dans son ensemble. Les dérogations à cette vision binaire et à l'hétéronormativité qui en découle sont sanctionnées par des violences. Les discriminations envers les personnes LGBTI en sont les conséquences.

La lutte pour l'égalité entre les hommes et les femmes au travail comme dans la vie privée implique l'affrontement avec le capital et les institutions qui perpétuent le patriarcat.

Les discriminations racistes proviennent d'une logique d'exploitation prenant racine dans l'esclavagisme et la domination coloniale. Les discriminations racistes servent à justifier la précarité accrue d'une partie du prolétariat.

La bourgeoisie instrumentalise le racisme et l'antisémitisme afin de diviser la classe travailleuse et légitimer les interventions impérialistes.

Le racisme prend de multiples formes, y compris le rejet des musulmans et des juifs. La critique des religions est légitime et nécessaire, mais ne peut en aucun cas être un prétexte à la stigmatisation de personnes sur la base d'un racisme ou d'une xénophobie. Cependant, la lutte contre le racisme et les discriminations religieuses ne peut être utilisée pour empêcher toute mise en cause du fait religieux et de son organisation.

Les travailleurs et les travailleuses de tous pays ont un intérêt de classe commun à s'unir contre le capitalisme et contre toute forme de domination. Cette unité doit se faire dans la lutte contre le patriarcat et le racisme jusqu'à leur destruction, l'unité du prolétariat est une condition de l'émancipation humaine face à toute domination.

Le communisme est le modèle de société le plus démocratique

Le dépassement du capitalisme passe par la réappropriation des richesses par celles et ceux qui les produisent et leur distribution en fonction des besoins. L'appropriation collective des moyens de production et d'échanges est déterminante. Sans propriété publique des moyens de production et d'échanges stratégiques, le pouvoir de décision reste le monopole des capitalistes.

Sans contrôle démocratique des moyens de production et d'échanges, il ne peut y avoir une démocratie réelle. La démocratie est la condition de l'émancipation de tous et toutes.

L'abolition du salariat est une condition essentielle de la construction d'une société communiste. La force de travail doit cesser d'être une marchandise dont est extrait le profit dans le rapport salarié. La dictature du capital doit être mise à bas.

L'émancipation de chacun et chacune nécessite la maîtrise de son travail : un travail libre, digne, émancipateur, satisfaisant les besoins individuels, donc collectifs. Toute forme d'exploitation doit disparaître pour permettre le libre développement des individus.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

La production doit être planifiée démocratiquement pour être mise au service de la satisfaction des besoins sociaux et de la préservation de l'environnement.

Les institutions bourgeoises sont une version déformée de la démocratie. Une République socialiste doit les remplacer afin de construire une société communiste sans classes.

Le dépassement du capitalisme et la construction d'une société communiste nécessitent une révolution politique et sociale. La conquête du pouvoir d'État par le prolétariat doit permettre le contrôle démocratique des entreprises, des banques, des services publics et des collectivités locales. C'est ce que nous appelons le socialisme.

Le communisme abat toutes les dominations

Le libre développement de tous et toutes, qui caractérise le communisme, passe nécessairement par l'abolition de toute domination et toute discrimination.

La construction du communisme passe par la lutte contre les institutions patriarcales. Cependant, la lutte contre le patriarcat ne s'arrête pas avec la fin de la lutte contre le capitalisme.

Chaque personne doit choisir librement son avenir, sans être assignée d'office à un rôle préconçu dans la société. La division genrée de la société ne peut pas perdurer et doit être abolie.

Le racisme et l'antisémitisme doivent disparaître ainsi que toute assignation identitaire.

Le prolétariat mettra fin à la domination impérialiste pour construire un monde de coopération entre des peuples souverains, égaux et solidaires.

L'éducation et la science doivent abattre les préjugés et les représentations qui aliènent les individus, et la gestion socialiste et démocratique de l'économie doit supprimer les conditions matérielles qui ont donné naissance et qui perpétuent ces systèmes de domination. La morale religieuse doit être combattue. L'éducation et la science doivent lutter contre l'obscurantisme.

Le dépassement du capitalisme nécessite une lutte internationaliste

L'avènement d'une société communiste débarrassée de l'exploitation et de la domination du capital passe nécessairement par la défaite de l'impérialisme et du capitalisme à l'échelle mondiale.

L'internationalisme est l'essence du communisme. Les travailleurs et les travailleuses de tous pays ont un intérêt commun au dépassement du capitalisme.

La solidarité internationale découle de la compréhension de cet intérêt commun. Elle s'entend comme la nécessité d'une lutte collective avec les classes travailleuses du monde entier, qui subissent elles aussi le joug capitaliste. La lutte contre un capitalisme mondialisé se doit d'être mondiale elle aussi.

Les luttes des classes travailleuses, des jeunes, des étudiantes et étudiants, des peuples du monde entier, sont solidaires. Chaque coup porté au capitalisme et à l'impérialisme dans un pays est une victoire pour tous et toutes.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

L'impérialisme qui opprime tant de peuples à travers le monde est en même temps la manifestation la plus prédatrice du capitalisme.

Les communistes défendent la liberté des peuples à disposer librement d'eux-mêmes, fondement de nouvelles relations internationales.

Le MJCF, une organisation de jeunesse par et pour les jeunes

Une organisation de jeunes

Le MJCF est l'espace politique et démocratique ouvert au plus grand nombre de jeunes. Il est l'organisation politique où les jeunes peuvent s'engager librement. Il tend à être un mouvement de masse, populaire et diversifié.

Le MJCF est une organisation pour les jeunes et par les jeunes. Il est à l'image de la jeunesse de France. Il tend à la parité femme-homme à tous les niveaux. Cela passe notamment par la création de réunions non mixtes au sein des fédérations.

Le MJCF travaille les questions étudiantes au moyen d'une branche étudiante, l'Union des Étudiants Communistes, afin d'être au plus proche de la réalité particulière que vivent les étudiants et étudiantes et de les organiser.

Le MJCF est une organisation communiste qui travaille en complémentarité avec le Parti communiste français. Il a pour rôle de participer à la prise de pouvoir en organisant les jeunes.

Une organisation de masse

Le MJCF, premier mouvement politique de jeunesse de France, se donne pour objectif de se renforcer numériquement. Les jeunes peuvent s'y organiser pour porter les revendications construites à partir de leurs réalités.

Le MJCF est une force motrice d'organisation et de structuration des luttes sociales et politiques des jeunes. Il est ancré dans la société, il vise à faire progresser ses idées, ses actions et ses revendications pour qu'elles deviennent majoritaires. Il a pour objectif d'être l'organisation politique de référence des jeunes. Il coordonne des actions unitaires avec les partenaires syndicaux et associatifs.

L'adhésion au MJCF est proposée à chaque jeune qui souhaite s'engager pour changer ses conditions de vie. L'adhésion est libre, elle s'adresse au plus grand nombre de jeunes, elle est le résultat de la volonté d'engagement au MJCF d'un ou d'une jeune.

Le MJCF, dans sa volonté d'être une organisation de masse, se structure au plus près des jeunes, afin d'être présent quotidiennement dans leurs lieux de vie, d'étude, de travail et de loisirs.

Les outils de communication du MJCF visent à renforcer le caractère de masse de l'organisation, en lui permettant d'être présente et identifiée par le plus grand nombre de jeunes sur le territoire, sur leurs lieux de vie, d'études et de travail.

À cet effet, l'Avant-Garde reste l'un de ses principaux outils de communication à disposition, tant sur le plan numérique que par le biais de la presse papier. Celui-ci permet de porter une analyse concrète de la réalité des jeunes à destination de toutes et tous.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Une organisation indépendante et démocratique

Le MJCF est une organisation indépendante qui mène son activité dans la poursuite de ses objectifs propres. Il fonctionne de manière indépendante, son existence ne dépend que de lui-même. L'adhésion au MJCF ne nécessite ni n'entraîne aucune autre adhésion.

Le MJCF vise son autofinancement pour mettre des moyens en face de ses ambitions.

La cotisation au MJCF conditionne l'adhésion afin de contribuer à son fonctionnement et à son développement. L'appartenance au MJCF est confirmée par l'adhésion.

Le MJCF élit ses propres directions à tous les échelons. Les décisions prises au MJCF ne sont que le résultat du fonctionnement démocratique de celui-ci.

Le MJCF ne fonctionne pas en tendances et ne tolère pas des stratégies d'entrisme d'autres organisations en son sein.

Le MJCF fonctionne sur le principe du respect des décisions prises collectivement. Ce respect des décisions est au fondement de son fonctionnement démocratique.

Les décisions démocratiques prises à l'échelon local dans son propre périmètre d'activité s'inscrivent dans le respect des décisions prises à l'échelle plus large.

Ce centralisme démocratique, propre au MJCF, est la condition indispensable à son caractère de masse.

Une organisation nationale

Le MJCF fonctionne à l'échelle nationale. Le MJCF se dote d'une direction nationale élue, les décisions prises par cette direction ont vocation à s'appliquer à l'ensemble des fédérations du MJCF.

La direction nationale du MJCF impulse une activité commune pour donner à l'activité locale l'impact le plus cohérent et important possible. La direction nationale produit des contenus politiques pour impulser l'activité dans les fédérations.

Afin de proposer une activité locale et nationale cohérente, le Conseil national détermine des suivis fédération par fédération. Il ou elle est le lien privilégié entre la fédération et les instances nationales. Cette tâche à part entière est garante du respect des règles nationales et du respect de la démocratie interne. Il ou elle contribue à la pérennisation et au développement de la fédération.

Une organisation d'éducation populaire

Le MJCF est un lieu d'émancipation pour les jeunes. Il est un lieu de partage d'expériences et de savoirs, un lieu d'échanges, de débats et d'action. Il permet de développer une pensée critique et une conscience de classe.

C'est un espace où les jeunes apprennent à faire de nouvelles tâches qui ne leur sont pas proposées spontanément dans la société.

Le MJCF favorise l'accès à la culture, au sport, aux loisirs et aux vacances en déployant des gestes de solidarité concrète dans le cadre de ses campagnes nationales.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF propose à ses membres une formation politique visant l'acquisition d'outils de compréhension du monde et le développement de gestes militants, en lien avec ses objectifs politiques et ses campagnes. Cette formation est l'œuvre du MJCF lui-même.

Le MJCF fait sien le marxisme-léninisme, comme courant politique historique auquel il appartient.

Une organisation internationaliste

Le MJCF promeut la solidarité internationale et l'amitié entre les peuples. Il lutte pour l'autodétermination des peuples.

Le MJCF est membre de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD). C'est en priorité dans ce cadre qu'il développe son action anti-impérialiste.

Le MJCF entretient des relations avec des organisations de jeunesse progressistes et anti-impérialistes à travers le monde.

Le MJCF organise des délégations de solidarité internationale pour entretenir ces relations et porter sa vision et sa démarche.

Le MJCF travaille à développer à tous ses échelons son analyse des dynamiques et des événements internationaux. Le MJCF soutient les États socialistes et lutte contre la propagande impérialiste.

La campagne internationale du MJCF trouve pleinement son sens dans ce cadre internationaliste.

Le MJCF met en place des semaines d'actions nationales, complémentaires à cette campagne, afin de développer notre analyse sur des luttes spécifiques et faire vivre la solidarité internationale.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Les revendications du MJCF

Les jeunes qui s'organisent dans le MJCF portent dans les luttes les revendications construites à partir de leurs réalités. Les revendications sont au cœur des combats menés par le MJCF.

Les revendications du MJCF sont construites à partir des problèmes concrets des jeunes et de leurs aspirations et en même temps portent une contestation du capitalisme dans son ensemble. Elles préfigurent la société que nous voulons.

Lutter contre l'exploitation et sécuriser les parcours de vie des jeunes

Pour une éducation égalitaire et un service public de l'orientation

Aujourd'hui, la plateforme de sélection sociale Parcoursup laisse 90 000 diplômé·e·s du baccalauréat sans affectation. La politique de casse du service public de l'éducation supprime 1 800 postes d'enseignantes et enseignants en une rentrée scolaire dans le secondaire. Elle crée des classes de plus de 30 élèves. Elle a réduit le temps scolaire de l'équivalent d'une année de scolarité en dix ans dans l'enseignement primaire et dans l'enseignement professionnel. Plus de 100 000 jeunes quittent chaque année précocement le système scolaire sans diplôme.

Nous nous donnons pour ambition que 100 % d'une génération de jeunes obtiennent un baccalauréat, professionnel, technologique ou général, afin d'élever le niveau général de connaissances et permettre à chaque jeune de construire le parcours de son choix.

Le MJCF revendique un droit à la formation tout au long de la vie et quand chacun et chacune le souhaite.

Le MJCF revendique un service public de l'orientation permettant à chaque jeune de construire librement son avenir, en opposition avec les orientations forcées et genrées actuelles ainsi qu'avec la sélection sociale opérée.

Le MJCF revendique la nationalisation de tous les établissements scolaires privés dans un but social, laïc et républicain.

Le MJCF revendique le recrutement de psychologues de l'Éducation nationale, dont le rôle doit être différencié de celui des conseillers d'orientation, et d'assistants et assistantes sociales afin de garantir la présence de ces professionnels dans tous les établissements de l'enseignement secondaire et supérieur.

Le MJCF revendique une présence effective de psychologue de l'éducation nationale dans chaque établissement de l'enseignement secondaire et du supérieur, en nombre suffisant, pour accompagner chaque élève du collège à l'entrée dans la vie professionnelle.

Le MJCF revendique la réduction à moins de 25 du nombre d'élèves par classe afin de permettre la réussite de tous et toutes. Pour remplir ces objectifs, nous revendiquons la construction de nouveaux bâtiments avec des classes adaptées.

Le MJCF revendique l'augmentation du temps scolaire pour que tout le travail scolaire soit fait à l'école, sans augmenter le temps de travail des professeurs.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique l'extension de la scolarité obligatoire qui doit être portée à 18 ans. Cela implique le renforcement des dispositifs de lutte contre le décrochage scolaire.

Le MJCF revendique le recrutement massif de personnels de l'éducation nationale (enseignants, AED, AESH...) et extrascolaire (animateurs culturels, personnels périscolaires...) ainsi que leur titularisation pour mettre les moyens à la hauteur d'une école pour toutes et tous.

Le MJCF revendique la création d'un baccalauréat national donnant des conditions de validation identiques sur tout le territoire national et ouvrant au droit de suivre les études supérieures de son choix. Il ne doit pas y avoir d'autres conditions requises que le diplôme pour s'inscrire dans une formation.

Le MJCF revendique que l'enseignement professionnel se fasse exclusivement au sein de l'Éducation nationale jusqu'à 18 ans. L'apprentissage doit être ouvert après la fin de la scolarité obligatoire. Le MJCF revendique que l'apprentissage ne soit plus une orientation par défaut, mais une formation de qualité et émancipatrice pour les jeunes, permettant la sauvegarde et la transmission des savoir-faire techniques.

Le MJCF revendique le renforcement d'un socle commun général dans l'enseignement professionnel.

Le MJCF revendique l'augmentation des enseignements techniques et technologiques dans l'enseignement général afin de construire une école non élitiste, qui valorise toutes les connaissances et compétences.

Le MJCF revendique la gratuité des formations, y compris du matériel scolaire, des voyages scolaires et des transports.

Le permis de conduire doit devenir gratuit, dans le cadre de l'Éducation nationale.

Pour des études supérieures ouvertes à tous et toutes

Aujourd'hui, 1 étudiante ou étudiant sur 5 vit dans la pauvreté. La moitié des étudiantes et étudiants est contrainte de se salarier pour financer ses études. Pendant qu'un tiers doit vivre chez ses parents, les dépenses pour un logement étudiant s'élèvent en moyenne à 600 euros par mois, dont des chambres et des colocations à 400 euros. Ces chiffres peuvent s'envoler dans certaines villes ou certains secteurs. Le logement étudiant public du CROUS est contenu à 175 000 chambres pour 2,7 millions d'étudiantes et étudiants. La dépense publique par jeune diminue d'année en année. Plus de 20 % des étudiantes et étudiants quittent l'enseignement supérieur sans diplôme du supérieur.

Nous y opposons des études ouvertes, gratuites pour les étudiantes et étudiants français et internationaux, soutenues par des services sociaux satisfaisant les besoins de la vie étudiante, émancipées du salariat étudiant, et assurant un haut niveau de qualification utile au développement du pays.

Le MJCF revendique la fin de la sélection à l'entrée de l'enseignement supérieur et à l'entrée en master sur une autre base que le diplôme requis pour s'y inscrire. Cela en va de même pour tous les concours qui ne donnent pas accès à un métier ni un grade.

Le MJCF revendique plus de moyens accordés à l'enseignement supérieur, plus d'enseignantes chercheuses et d'enseignants-chercheurs et plus de places au sein des universités.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique la réquisition des écoles privées de l'enseignement supérieur afin de les rendre accessibles à tous et à toutes. Il n'est pas acceptable que certaines formations ne soient accessibles qu'à une certaine catégorie d'étudiants et étudiantes à cause de frais de scolarité de plusieurs milliers d'euros par année.

Le MJCF revendique des CROUS à la hauteur des besoins des étudiants et étudiantes. Il revendique à ce titre la gratuité des repas, variés et équilibrés, dans les restaurants universitaires. Il revendique l'augmentation du personnel soignant et social. Il revendique une plus grande diversité et une gratuité dans l'offre sportive et culturelle.

Le MJCF revendique un logement étudiant de qualité pour chaque boursière et boursier dans un premier temps. Le MJCF revendique que les cités universitaires soient équipées et pourvues en nombres suffisants des commodités d'usage et de lieux de socialisation et de culture. Il revendique un plan national de construction et de rénovation du logement étudiant afin de permettre aux étudiants et étudiantes qui le souhaitent d'y habiter.

Le MJCF revendique un revenu étudiant pour l'ensemble des étudiantes et étudiants afin de leur permettre de faire leurs études et de les sortir du salariat qui pénalise celles-ci. Il doit se situer au-dessus du seuil de pauvreté et comprendre une part fixe et une part variable selon les besoins. Il doit être automatique. Contrairement aux bourses, il est défamilierisé. Le revenu étudiant doit être financé par la sécurité sociale avec une nouvelle cotisation sur les richesses produites.

Le MJCF revendique la création d'un statut d'étudiant-parent, afin de leur permettre d'aménager leurs temps d'étude en fonction de leurs contraintes spécifiques et ainsi de pouvoir suivre des études de façon sereine au même titre que les autres.

Le MJCF revendique un cadrage national, budgétaire et pédagogique, des diplômes afin d'assurer le droit à la formation et une valeur égale des diplômes sur tout le territoire.

Le MJCF revendique un accès démocratisé à la recherche pour toutes et tous les diplômé·e·s ayant validé leur master. Cela passe par la fin des appels à projets et un investissement massif de l'État dans la recherche.

Le MJCF revendique l'obligation pour les établissements de garantir un stage en dernier recours pour les jeunes qui n'en ont pas.

Pour un emploi stable, sécurisé, digne et émancipateur

Aujourd'hui, 4 jeunes travailleuses et travailleurs sur 10 ont un emploi précaire (CDD ou intérim), l'âge du premier emploi stable est de 27 ans. Rien d'étonnant quand 9 embauches sur 10 se font en CDD et que les services publics recrutent massivement des contractuel·le·s. 25 % des jeunes travailleuses et travailleurs sont en temps partiel ou en sous-emploi, ce chiffre monte à 34 % chez les jeunes travailleuses. La politique des gouvernements successifs précarise les jeunes en multipliant les dérogations au droit du travail commun (rémunérations sous le SMIC, contrats de volontaire ou d'engagement, dissimulation de la relation de travail).

Nous y opposons la sécurisation de l'emploi et de la formation, afin de donner le pouvoir aux travailleurs et aux travailleuses et assurer un travail émancipateur.

Le MJCF revendique l'interdiction des contrats précaires (CDD, intérim) pour faire du CDI et de la titularisation la norme de recrutement.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique l'augmentation de l'allocation du régime de l'intermittence du spectacle ainsi que la diminution du nombre d'heures nécessaires à son accession afin de garantir aux travailleuses et travailleurs du spectacle un niveau de vie décent malgré la nature précaire des contrats spécifiques à ce milieu.

Le MJCF revendique la suppression des contrats de travail déguisés que constituent les services civiques.

Le MJCF demande la requalification comme salariés des autoentrepreneurs subordonnés à un seul employeur.

Le MJCF revendique la fin des rémunérations inférieures au SMIC pour les jeunes (apprentissage, stage). À travail égal, salaire égal.

Le MJCF revendique la mise en place d'une véritable inspection des stages afin de garantir un stage formateur, qui se déroule dans les meilleures conditions possibles.

Le MJCF revendique une augmentation du salaire minimum et une augmentation générale des salaires pour assurer des conditions de vie dignes et réduire l'exploitation capitaliste. Dans l'immédiat, le MJCF revendique le SMIC à 1800 € brut.

Le MJCF revendique la réduction du temps de travail hebdomadaire à 32 heures sans perte de salaire, afin de consacrer le droit au repos et aux loisirs.

Le MJCF revendique le droit à la retraite à taux plein à 60 ans maximum ou moins pour les travaux pénibles.

Le MJCF revendique de réels moyens pour la médecine du travail permettant l'appropriation et la prise en compte de la prévention, de la sécurité et de la santé de l'ensemble des travailleuses et travailleurs.

Le MJCF revendique l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes, dont la mise en place rapide serait garantie par une intervention de l'État dans la gestion des entreprises.

Le MJCF revendique la disparition des temps partiels imposés.

Le MJCF revendique pour les jeunes la possibilité de vivre et travailler dignement dans leur région d'origine.

Éradiquer le chômage

Près de 20 % des jeunes travailleuses et travailleurs sont au chômage. Le chômage n'existe que pour les besoins du capital. Nous voulons éradiquer le chômage pour contribuer tous et toutes au progrès de notre pays et satisfaire les immenses besoins. Nous défendons la garantie d'un emploi pour tous et toutes. Chaque jeune doit avoir une formation ou un emploi.

Le MJCF revendique une nouvelle sécurité sociale comportant une sécurité de l'emploi et de la formation afin d'éradiquer le chômage et les pertes de revenus. Cette sécurité supplémentaire garantira à toute personne un travail stable ou une formation sans avoir de contrainte, afin d'épouser au mieux les besoins de la personne et d'évolution des postes.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique la fin de la demande d'expérience pour un poste et que l'employeur prenne en charge la formation professionnelle à chaque jeune salarié·e non qualifié·e afin qu'il ou elle évolue vers un poste qualifié.

Le MJCF revendique des prérecrutements de jeunes en formation dans les services publics et les secteurs économiques stratégiques afin que les jeunes bénéficient d'une formation rémunérée et d'une garantie d'embauche, et qu'ils soient en nombre suffisant pour satisfaire les besoins du pays.

Le MJCF revendique la garantie d'embauche au terme d'un apprentissage, soit dans l'entreprise où l'on a été apprenti·e, soit dans une entreprise de la même branche professionnelle.

Lutter contre les dominations et les discriminations

Détruire le patriarcat et construire une société féministe

Aujourd'hui, plus d'un quart des travailleuses subit le temps partiel, elles sont deux fois plus que les hommes en sous-emploi. 78 % des emplois à temps partiel sont occupés par des femmes. L'emploi des femmes est concentré dans 28 métiers à prédominance féminine, quand 44 métiers sont à prédominance masculine : les métiers féminisés sont les plus mal payés. La différence des salaires des hommes et de ceux des femmes est à près de 20 %, une différence qui s'aggrave dans les pensions de retraite.

Une femme est tuée tous les trois jours des coups de son compagnon ou de son ex. En 2019, 94 000 femmes majeures rapportent avoir été victimes de viol ou de tentative et 165 000 enfants sont victimes de viols ou tentatives de viols chaque année. 30 000 femmes environ sont victimes de prostitution en France, dont 10 000 mineures et 93 % d'étrangères.

La précarité expose les jeunes femmes à des inégalités plus accrues.

La société féministe que nous voulons est une société sans inégalités de genre où chacun et chacune trouve librement sa place.

Le MJCF conçoit sa lutte contre le patriarcat comme inséparable de sa lutte contre l'exploitation capitaliste. Ainsi, l'interdiction des contrats précaires permettra de sortir les travailleuses de cette frange du salariat qui est surexploitée.

Le MJCF revendique la fin de l'orientation genrée vers des études dites féminines et des métiers dits féminins. Cela passe par l'égalité salariale, par un véritable service public de l'orientation et la revalorisation des métiers dits féminins.

Le MJCF revendique la gratuité des protections périodiques. Il faut en priorité les mettre en libre-service dans les établissements scolaires.

Le MJCF revendique un congé parental obligatoire indemnisé à taux plein et d'une durée égale pour les femmes et les hommes, ainsi que l'ouverture de davantage de places dans les crèches publiques, pour progresser dans l'égalité des genres dans la sphère domestique et dans la vie professionnelle.

Le MJCF revendique l'inscription du droit à l'interruption volontaire de grossesse dans la constitution et la garantie effective de ce droit sur tout le territoire. Le délai légal pour pratiquer une IVG doit être allongé à 16 semaines d'aménorrhée, soit 14 semaines de grossesse. Le MJCF revendique l'abolition de la clause de conscience.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique une éducation à la vie sexuelle et affective dès le plus jeune âge afin de promouvoir l'égalité des genres, lutter contre les représentations sexistes et prévenir les violences sexistes et sexuelles. L'éducation à la vie sexuelle et affective doit comprendre la diversité des sexualités. L'éducation à la vie sexuelle et affective doit intégrer pleinement la notion de plaisir féminin afin de contrer les tabous, les idées reçues et la méconnaissance de l'anatomie féminine et de permettre la pratique d'une sexualité épanouie et consentie par les partenaires.

Le MJCF revendique la justice et la protection pour les victimes de violences sexistes et sexuelles, ainsi qu'un réel accompagnement médico-social et judiciaire. Les personnes inculpées par la justice pour violences sexistes et sexuelles doivent être prises en charge par des personnes agréées et ce de manière obligatoire, en vue d'une justice réhabilitatrice plutôt que punitive.

L'État doit investir dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, en particulier en formant tous les agents des services publics. Un hébergement d'urgence doit être proposé systématiquement aux victimes de violences au sein du foyer.

Le MJCF revendique l'inéligibilité des personnes condamnées par la justice pour violences sexistes et sexuelles.

Le MJCF revendique l'abolition de la prostitution pour mettre fin à la traite humaine et à l'exploitation sexuelle, sans condamnation pénale pour les victimes de celle-ci. Des moyens doivent être débloqués afin de permettre l'application de la loi d'avril 2016. Un parcours de sortie pour les victimes de la prostitution doit être mis en place, comprenant un accompagnement médical, un logement social, la régularisation des sans-papiers et une réinsertion sociale et professionnelle. Ce parcours de sortie doit être financé à la hauteur des besoins pour garantir sa réussite. Des moyens doivent être mis en place pour lutter contre l'entrée dans la prostitution, aujourd'hui normalisée par les plateformes en ligne.

Le MJCF revendique l'abolition de l'industrie pornographique dans le monde pour mettre fin à la traite humaine et à l'exploitation sexuelle, ainsi qu'à des représentations dégradant la dignité humaine et valorisant les rapports de domination. Le MJCF s'oppose à la marchandisation des corps et à la banalisation des violences sexuelles.

Le MJCF revendique le renforcement du droit à la PMA pour toutes et tous, en garantissant son accès aux couples de personnes transgenres.

Le MJCF s'oppose au principe de gestation pour autrui qui constitue une exploitation du corps des femmes et porte atteinte à la dignité humaine. Il revendique son abrogation mondiale.

Le MJCF revendique l'augmentation des hébergements publics et centres d'accueil à destination des jeunes victimes de l'homophobie, la lesbophobie ou la transphobie, afin de sécuriser leurs parcours. Le MJCF revendique également l'accès à un accompagnement personnel de ces jeunes pour permettre leur émancipation.

Le MJCF revendique la déconjugalisation de l'allocation adulte handicapée.

Contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie

Aujourd'hui, les crimes et les délits racistes sont en hausse. Les actes antisémites connaissent une recrudescence. La moitié des travailleuses et travailleurs noir·e·s ont subi



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

des discriminations racistes au travail. Aucune année ne s'écoule sans violences policières racistes. L'extrême droite ne cesse de gagner du terrain médiatique et politique. La précarité vient accroître les discriminations racistes. Nous voulons éradiquer la haine et l'idéologie raciste.

Le MJCF revendique la fin des contrôles d'identité dits de prévention qui ne sont pas liés à une infraction, et qui sont des contrôles au faciès.

Le MJCF revendique la suspension de l'autorisation d'émettre aux chaînes télévisées ou radiophoniques qui diffusent des injures racistes, des incitations à la haine raciale ou des contestations de crimes contre l'humanité. Des sanctions similaires doivent dissuader la haine en ligne.

Le MJCF revendique l'application de l'inéligibilité des personnes condamnées par la justice pour des injures ou des actes racistes ou incitant à la haine raciale, homophobe, transphobe, sexiste.

Le MJCF revendique la régularisation des travailleuses et travailleurs sans-papiers et des mineur·e·s isolé·e·s, et un accueil digne et solidaire des réfugié·e·s qui doit passer par un accompagnement social, juridique et médical. En ce sens, le MJCF reconnaît le caractère indispensable de l'aide médicale d'État.

Pour de nouveaux droits démocratiques et sociaux

Un statut social pour la jeunesse

Aujourd'hui, les jeunes sont exclu·e·s du droit commun, y compris dans la protection sociale. Les services publics essentiels aux jeunes sont attaqués par l'austérité budgétaire, la réduction massive et brutale des effectifs de fonctionnaires, les privatisations de secteurs publics et les inégalités territoriales.

Nous y opposons un statut social pour la jeunesse afin d'accompagner et protéger les jeunes, répondre à leurs besoins, jusqu'à un emploi stable. Le statut social est un ensemble de droits automatiques permettant aux jeunes de s'émanciper (logement, énergie, santé, culture, sport, loisirs).

Le MJCF revendique des maisons de la jeunesse sur l'ensemble du territoire pour mettre à disposition des jeunes un espace d'information, d'accès aux droits et de démocratie.

Le MJCF revendique l'égalité territoriale devant les services publics. Cette égalité implique le fait que les services publics soient situés à proximité des lieux de vie des jeunes. Il faut également mettre en place un nombre minimal d'agents de service public par habitant. Ces services publics doivent être physiquement accessibles.

Le MJCF revendique l'individualisation des prestations sociales.

Le MJCF revendique un logement autonome pour chaque jeune qui en fait la demande. Cela passe par un plan national de développement du logement social afin que le parc public puisse loger à terme toutes celles et tous ceux qui y sont éligibles.

Le MJCF revendique le droit et l'accès à une alimentation saine à la portée de tous. Il revendique une restauration de qualité dans l'éducation primaire, secondaire et supérieure à prix abordable pour les jeunes en privilégiant les circuits courts de production.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique le droit à l'énergie, pour tous et toutes. Cela nécessite la nationalisation du secteur énergétique et la gratuité des premiers kWh.

Protéger la santé des jeunes

Aujourd'hui, plus d'un tiers des jeunes renoncent à des soins. Les jeunes privé·e·s d'emploi et les jeunes cumulant études et emploi sont en moins bonne santé que les autres. Les jeunes recourent plus à des soins psychologiques que l'ensemble de la population. Les addictions progressent dangereusement. Nous y opposons une sécurité sociale pleinement protectrice, gérée par les représentants et représentantes des salarié·e·s et financée par les cotisations sociales.

Le MJCF revendique une prise en charge intégrale des traitements et actes médicaux par la sécurité sociale. La santé mentale doit faire l'objet d'un remboursement par la sécurité sociale. Le MJCF revendique la généralisation du tiers payant pour les étudiantes et étudiants, et les jeunes de moins de 25 ans.

Le MJCF revendique un rendez-vous annuel, obligatoire et gratuit à la médecine du travail, scolaire, ou universitaire, selon la situation des jeunes.

Le MJCF revendique l'obligation d'obtenir le brevet de secouriste pour passer le brevet des collèges

Le MJCF revendique une sexualité libre, respectueuse, consentie et protégée. La prévention aux infections sexuellement transmissibles et l'éducation à la vie sexuelle et affective en direction des jeunes sont prioritaires. L'accès à la contraception et aux protections périodiques doit être libre, gratuit et consenti à tout âge.

Le MJCF combat les addictions, c'est-à-dire la dépendance à la consommation d'une substance psychoactive (drogue, alcool, tabac...). Le MJCF s'oppose à la banalisation de la consommation de drogues, sans pour autant criminaliser les personnes qui souffrent d'addiction, en leur garantissant un suivi médico-psychologique. Le MJCF lutte contre l'effet aliénant de la drogue, en s'opposant à la criminalisation d'un problème de santé publique. Il soutient la lutte contre les réseaux criminels qui font commerce de drogues en employant tous les moyens violents et qui sont massivement liés à l'évasion fiscale, au trafic d'armes et d'êtres humains, et au financement du terrorisme. Le MJCF revendique également la mise en place de sanctions sévères à l'encontre des États complices du trafic de drogue. Il s'oppose à la légalisation du cannabis et revendique une véritable politique de prévention et d'accompagnement.

Pour une société accessible aux personnes en situation de handicap

Le MJCF revendique l'application de la loi de 2005 pour l'égalité des droits et des chances qui prévoit que tous les lieux accueillant du public doivent être accessibles aux personnes en situation de handicap.

Le MJCF revendique le recrutement et la revalorisation du métier d'AESH afin de permettre aux jeunes en situation de handicap de suivre une scolarité la plus adaptée à leur handicap.

Le MJCF revendique l'individualisation de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) et la revalorisation de son montant qui est de 903,60 euros, afin qu'elle passe au-dessus du seuil de pauvreté.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique un accès égalitaire à l'école, au travail et aux études supérieures, non seulement en matière d'accessibilité des bâtiments, mais également en matière d'adaptation.

Le MJCF revendique l'obligation d'une accessibilité de 100 % des bâtiments d'habitation neufs, au lieu de 20 % actuellement.

Pour l'accès à la culture, au sport, aux loisirs

Aujourd'hui, le coût, le temps et le déplacement sont les principaux obstacles d'accès des jeunes à la culture, au sport et aux loisirs. Pourtant, les jeunes multiplient et diversifient leurs goûts et leurs pratiques culturelles dès qu'ils en ont l'occasion. Les jeunes sont majoritaires parmi les licencié·e·s de clubs sportifs, pourtant leur nombre s'est effondré récemment. Plus d'un jeune sur trois ne part pas en vacances chaque année.

La culture et le sport sont essentiels dans la construction de chacune et chacun, pour apprendre à se connaître, apprendre l'altérité, se réaliser, faire naître des vocations, avoir une activité physique et sociale. Ils sont au cœur de notre conception de l'émancipation.

Le MJCF revendique des moyens de déplacement accessibles à chaque jeune. Cela passe par le développement des transports en commun publics et gratuits sur tout le territoire et par le passage du permis de conduire au lycée.

Le MJCF revendique l'accès à la culture sur l'ensemble du territoire. L'État doit soutenir les structures de proximité et les structures nationales. Ces structures nationales doivent respecter leur cahier des charges en œuvrant pour la diversité culturelle et en usant de tous les moyens possibles afin de la rendre accessible et inclusive.

Le MJCF revendique l'augmentation du temps libre et la réduction du coût d'accès aux activités et pratiques culturelles. Chaque établissement d'enseignement doit compter au moins un animateur culturel ou une animatrice culturelle, construisant des projets culturels et de médiation avec les jeunes. L'accès à la culture doit particulièrement être renforcé dans les quartiers populaires et les milieux ruraux.

Le MJCF revendique la généralisation des chèques culture et sport garantissant le droit à la pratique sportive et culturelle ainsi que le droit à assister à des événements sportifs et culturels gratuitement. Cette généralisation doit être accompagnée d'une diffusion à tous les jeunes et d'une médiation large.

Le MJCF revendique une aide financière à l'adhésion à une association sportive et à l'achat de matériel sportif pour chaque jeune.

Le MJCF revendique des vacances pour tous et toutes afin de permettre à chaque jeune de bénéficier d'un dépaysement et d'organiser ses loisirs.

Pour une République laïque, démocratique et sociale

Aujourd'hui, la République est mise à mal par des institutions de la 5e République autoritaires et à bout de souffle, ainsi que par la casse des services publics. Plus de 8 jeunes sur 10 s'abstiennent lors des scrutins électoraux. Nous y opposons la République laïque, démocratique et sociale.

Le MJCF défend la laïcité, c'est-à-dire la séparation des institutions publiques et du fait religieux ou organisations religieuses, qui assure la liberté de conscience, l'égalité de tous



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

les citoyens et citoyennes devant la loi et la neutralité de l'État et de ses représentantes et représentants. C'est pourquoi le MJCF réclame l'abrogation du concordat d'Alsace Moselle ainsi que de tous les statuts particuliers en vigueur en outre mer notamment en Guyane.

Le MJCF revendique l'interdiction des organisations prônant le fondamentalisme religieux quel qu'il soit ou bien ayant des liens avec des organisations internationales défendant cette doctrine.

Le MJCF revendique la démocratisation des lieux d'études et de travail. Les salariées et les salariés doivent disposer d'un droit d'intervention dans toute la gestion de leur entreprise et dans l'organisation de leur branche professionnelle. Les lycéennes et lycéens et les étudiantes et étudiants doivent pouvoir participer démocratiquement à la gestion de leur établissement et aux instances nationales.

Le MJCF revendique une police nationale républicaine au service des citoyens et des citoyennes, et de proximité. Des moyens doivent être mis en termes de formation et de recrutement afin que la mission du service public de la sécurité soit une mission de prévention plus que de répression. Le maintien de l'ordre doit avoir pour doctrine la désescalade, ce qui passe par l'interdiction des plaquages ventraux sous peine de suspension, la dissolution des BAC et des BRAV-M. Le maintien de l'ordre doit garantir la liberté de manifester, qui est un droit fondamental de notre République.

Le MJCF revendique la création d'un observatoire national des violences policières, sous statut public, indépendant du ministère de l'Intérieur, chargé de recenser et d'analyser les violences commises par des agents de police ainsi que les suites administratives et judiciaires qui sont données, et d'en informer les citoyennes et citoyens.

Le MJCF revendique la suppression de l'IGPN et la création d'un organisme judiciaire indépendant des forces de police afin de juger les agents manquant au règlement.

Alors que la France connaît un taux de récidive important lié notamment à des peines de prison n'offrant aucune perspective de réinsertion et dans des conditions déplorables, nous devons apporter une réponse à ce problème. Le MJCF conçoit l'établissement en France de centres de réhabilitation par le travail rémunéré, l'éducation et la formation professionnelle permettant une alternative à l'emprisonnement carcéral.

Le MJCF conteste le Service national universel qui véhicule un folklorisme national auprès de jeunes mineur·e·s et ne contribue en rien à la défense nationale. L'apprentissage de la citoyenneté ne saurait être réduit à une propagande d'État, ni pallier le manque de moyens donnés à l'Éducation nationale ou à l'éducation populaire, et encore moins contrebalancer l'explosion des inégalités sociales.

Le MJCF revendique une armée de défense nationale et de protection des civils sous contrôle démocratique des citoyennes et citoyens, complément d'une politique de paix, d'indépendance nationale et de coopération internationale. Il conçoit à ces conditions une déprofessionnalisation partielle de l'armée et l'instauration d'un service militaire obligatoire, rémunéré et mixte de 3 mois pour les jeunes majeur·e·s afin d'acquérir une formation militaire. Les personnels militaires de la défense doivent bénéficier de l'ouverture de tous les droits sociaux et syndicaux.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Combattre l'impérialisme

Contre l'impérialisme français

La France est aujourd'hui un des principaux pays impérialistes dans le monde afin de servir les intérêts de sa bourgeoisie et maintenir sa domination sur les territoires qu'elle a colonisé par le passé. Elle déploie à l'étranger près de 20 000 soldats simultanément dans des opérations extérieures. 80 % des opérations se déroulent en Afrique ou en Asie. Les opérations menées sous l'égide de l'OTAN représentent plus du tiers, c'est-à-dire deux fois plus que celles sous l'égide de l'ONU. Au-delà de la diplomatie française, ce sont les entreprises et banques françaises, c'est-à-dire les capitalistes français, qui s'appuient sur l'oppression des peuples pour extraire des profits.

Le MJCF revendique la fin des opérations militaires extérieures de la France, sauf dans le cadre multilatéral de l'Organisation des Nations Unies et du respect strict du principe de non-ingérence.

Le MJCF revendique une nouvelle diplomatie de la France basée sur l'autodétermination des peuples, la paix, la coopération internationale, l'indépendance nationale et le multilatéralisme.

Le MJCF revendique l'abandon de la domination monétaire et politique par la France sur les pays anciennement colonisés par elle.

Le MJCF revendique des sanctions à l'encontre des entreprises et des banques soutenant ou participant à l'oppression d'un autre peuple.

Pour la paix entre les peuples

Tournant le dos à l'impérialisme, la France doit porter une voix de paix et d'émancipation des peuples.

Le MJCF revendique la sortie de la France de l'OTAN, et la dissolution de cette organisation impérialiste.

Le MJCF revendique la ratification par la France du traité sur l'interdiction des armes nucléaires et un processus de désarmement nucléaire multilatéral.

Le MJCF revendique la reconnaissance par la France de l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.

Le MJCF revendique la fin des persécutions envers Salah Hamouri, la libération de Marwan Barghouti et celle de toutes et tous les prisonnières et prisonniers politiques palestiniennes et palestiniens.

Le MJCF revendique la fin du soutien au Maroc dans la colonisation du Sahara occidental et l'appui à l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui.

Le MJCF revendique que la France s'engage pour la levée du blocus de Cuba et pour la restitution de la baie de Guantánamo.

Le MJCF revendique que la France affirme une position de paix et de stricte neutralité dans les tensions attisées par les États-Unis contre la Chine.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique le soutien à la lutte du peuple kurde dans son projet de confédération démocratique, la libération de tous les prisonniers politiques progressistes kurdes et le retrait du PKK de la liste des organisations terroristes.

Le MJCF s'oppose aux occupations étrangères de Chypre et appelle à une solution politique face aux problèmes de l'île en vue d'une réunification juste et durable.

Sortir de l'Union européenne

L'Union européenne et ses traités intègrent les pays européens à un marché capitaliste régional de manière très autoritaire. Les institutions européennes sont profondément alignées sur l'impérialisme états-unien et elles sont anticommunistes. Elles favorisent la domination du capital allemand et du capital français sur la région et les pays dominés, et plus largement sont au service de la domination du capital sur les travailleuses et travailleurs. La Banque centrale européenne a interdiction de prêter aux états membres sans passer par les marchés financiers. Les traités et la Commission européenne contraignent les états membres à privatiser et libéraliser les secteurs publics et à détruire la protection sociale.

Les peuples d'Europe se doivent d'être solidaires afin de dissoudre une UE qui les écrase, et de fonder de nouvelles coopérations internationales entre des peuples souverains, égaux et solidaires.

Le MJCF revendique la sortie de l'Union européenne et de la zone euro. La France doit cesser de respecter les traités européens qui servent les intérêts capitalistes et s'opposent à toute politique de progrès social.

Le MJCF revendique le contrôle démocratique de la monnaie et de la Banque centrale, afin de cesser de nourrir les marchés financiers et d'avancer directement à l'État pour financer le développement des services publics et de l'appareil productif.

Le MJCF revendique la négociation, après la sortie de l'UE, d'une nouvelle coopération européenne en matière de développement des services publics, de réindustrialisation, de droits humains et d'accueil solidaire et digne des migrantes et migrants.

Combattre le réchauffement climatique et la régression de la biodiversité

Endiguer le réchauffement climatique en dessous de 2 °C de hausse des températures mondiales est une priorité vitale pour l'humanité.

Les conséquences du réchauffement climatique sont déjà visibles (catastrophes naturelles, régression de la biodiversité, hausse du niveau des eaux...). En 30 ans, les émissions mondiales de CO2 fossile ont bondi de près de 70 %. D'immenses inégalités subsistent : tandis que les États-Unis émettent 16 tonnes de CO2 par habitant annuellement, la France en émet 5 et l'Inde moins de 2.

Cette situation est le résultat des politiques menées par les capitalistes depuis des décennies mettant la rentabilité au premier plan aux dépens des impératifs d'efficacité écologiques et sociales.

Le transport de marchandises à l'échelle mondiale est une des caractéristiques du capitalisme et une des principales causes du dérèglement climatique.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

En France, les transports sont le premier secteur émetteur, en tête devant le logement et l'industrie. Plus de 50 % de l'empreinte carbone de la France est importée depuis l'étranger.

La lutte de l'humanité contre le réchauffement climatique implique de planifier la transformation écologique du mode de production et d'échanges. Cela nécessite de mettre à bas la loi du marché capitaliste et de mettre en cause la rentabilité du capital.

Seul le socialisme peut en finir avec l'anarchie de la production capitaliste et assurer un contrôle démocratique de celle-ci pour assurer une transition écologique juste, commune à tous les peuples du monde.

Le MJCF revendique une approche écologique transversale, visant la décarbonation, la préservation et le renforcement de la biodiversité, qui doivent être intégrés dans les politiques en matière de transport, d'énergie, d'industrie et de logement.

Le MJCF s'oppose aux politiques internationales de taxation des pays récemment industrialisés et émetteurs de gaz à effet de serre et soutient les politiques de financement par les pays les plus anciennement industrialisés au développement de politiques de lutte contre le dérèglement climatique dans les pays émergents.

Le MJCF revendique un monopole public de l'énergie pour la mettre au service des intérêts populaires et du développement d'un mix énergétique décarboné. En France, ce mix énergétique décarboné s'appuie principalement sur l'hydraulique et sur le nucléaire, des technologies structurantes, pilotables et disponibles selon les besoins. Les énergies renouvelables ne permettant pas aujourd'hui de satisfaire à ces critères, le MJCF soutient le développement de la filière nucléaire comme source principale d'électricité. Ce monopole doit garantir la qualité du service et la sécurité des installations. Le MJCF revendique également une augmentation des investissements publics dans la recherche afin de pouvoir garantir la sécurité totale des centrales nucléaires, de pouvoir réutiliser les déchets et de mieux s'en débarrasser par la suite.

Le MJCF revendique le développement d'un monopole ferroviaire public de transports de voyageurs et de marchandises structurant les déplacements, afin de réduire le transport routier et aérien. Le MJCF revendique le développement du secteur de transport fluvial des marchandises.

Le MJCF revendique un plan national de rénovation thermique des logements, afin de réduire la part de la consommation énergétique qui y est consacrée et d'offrir des conditions de logement dignes et à bas coût à tous et toutes. Cela implique l'augmentation du logement social dans le parc immobilier, en proportion et en nombre.

Le transport de marchandises à l'échelle mondiale est une des caractéristiques du capitalisme et une des principales causes du dérèglement climatique. Le MJCF revendique une nouvelle industrialisation en France afin de répondre aux besoins du pays. Cette réindustrialisation doit être planifiée et socialisée, et prendre comme critère de développement la satisfaction des besoins de la classe travailleuse, des territoires, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et la préservation de la biodiversité.

Le MJCF revendique un contrôle public de la gestion des déchets industriels par les entreprises ainsi que des sanctions envers celles qui ne respectent pas les normes internationales.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF revendique une agriculture en transition écologique, satisfaisant la sécurité alimentaire du pays et rémunératrice pour le monde paysan, et garantissant les droits des travailleurs agricoles et saisonniers, notamment grâce à des circuits courts et en promouvant l'agriculture biologique accessible et respectueuse du monde vivant. Le MJCF revendique le respect de la vie animale, ce qui implique, entre autres, l'interdiction de l'élevage intensif (fermes usines), l'amélioration des conditions d'abatage ou encore l'abolition des essais cosmétiques sur les animaux.

L'autonomie alimentaire est le maître mot des petits et moyens exploitants agricoles qui sont confrontés aux grandes exploitations en monoculture, très dépendantes des engrais chimiques et des produits phytosanitaires, et concurrentielles à l'échelle mondiale.

Le MJCF revendique des politiques publiques de prix plancher sur toutes les productions agricoles afin de rémunérer au juste prix les producteurs et favoriser le redéveloppement des petites structures de production agricole, de qualité et écologiques.

Le MJCF affirme la nécessité de surveiller et protéger davantage nos ZEE, y réglementer davantage les quotas de pêche, en lien avec les marins-pêcheurs, et coopérer avec les autres pays pour empêcher la concurrence entre les marins et protéger les écosystèmes marins.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF, une organisation structurée et active

Les campagnes du MJCF

Les campagnes du MJCF sont conçues comme des portes d'entrée à l'engagement du plus grand nombre de jeunes pour le dépassement du capitalisme et la construction d'une société communiste.

Les campagnes du MJCF structurent son activité nationale et locale.

Les campagnes du MJCF sont des campagnes structurantes. Elles répondent à des objectifs clairement identifiés.

Les campagnes visent le développement du MJCF, tant du point de vue de l'activité, que du nombre d'adhérentes et d'adhérents et du nombre d'échelons locaux (unions de ville, secteurs, groupes, cercles). Elles visent à nous structurer parmi la jeunesse par une implantation sur les lieux d'études, de travail et de vie afin d'être au plus proche de leurs réalités et de les organiser politiquement.

Les campagnes portent les revendications du MJCF, partant des réalités des jeunes pour les amener à la mise en cause du capitalisme et la conscience de la nécessité de le dépasser.

Le MJCF poursuit ainsi une activité identifiée et cohérente sur l'ensemble du territoire, ce qui permet d'accumuler de l'expérience et d'améliorer son activité et sa portée.

L'activité du MJCF est plus étendue que l'animation de ses campagnes, en particulier pour participer avec nos revendications propres aux luttes sociales et politiques qui émergent. Son activité ayant toujours pour but de provoquer l'adhésion, créer des structures militantes, conscientiser le public auquel il s'adresse.

Le MJCF mène deux campagnes nationales structurantes et complémentaires.

Le MJCF mène campagne pour la satisfaction des besoins et aspirations des jeunes face au capitalisme et au patriarcat.

Le MJCF mène campagne contre l'impérialisme et le colonialisme dans le monde, avec un axe principal pour la liberté du peuple palestinien face à l'impérialisme et au colonialisme.

Ces deux campagnes sont complémentaires. La campagne pour la satisfaction des besoins et aspirations des jeunes part de leur réalité quotidienne et les structure au plus proche afin de les amener à une remise en cause du capitalisme. La campagne pour la liberté du peuple palestinien part d'un exemple d'injustice évident pour amener les jeunes à s'engager contre l'impérialisme en s'inscrivant dans une structuration de proximité.

L'Assemblée nationale des animateurs et animatrices du MJCF (ANA) se réunit une fois par an pour adapter les campagnes à l'actualité.

Les outils de communication du MJCF servent les objectifs politiques et d'organisation fixés par les campagnes. Ils sont partie prenante de l'animation de celles-ci.

La formation politique des adhérentes et adhérents assure la maîtrise de la compréhension des campagnes, de leurs objectifs et des gestes qui y sont associés.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Les campagnes au service de la structuration du MJCF

Le Conseil national du MJCF anime et impulse les campagnes nationalement et fournit du contenu politique aux fédérations, les suivis s'assurent de la compréhension et de l'avancée de la campagne au sein des fédérations.

Les campagnes sont animées au rythme d'un calendrier de campagne annuel approprié collectivement.

Les fédérations déploient les campagnes du MJCF dans l'activité militante. En ce sens, elles doivent se doter de revendications locales et d'objectifs gagnables permettant une déclinaison efficace de nos campagnes.

L'union de ville anime les campagnes localement par le militantisme quotidien, en constituant un maximum de groupes militants autour d'un lieu identifié. La déconcentration des structures militantes permet un meilleur exercice de la démocratie interne et une meilleure mise en responsabilité des militantes et militants. Elle permet aussi de tendre vers la massification, nécessaire à l'exercice d'un rapport de force, en évitant les plafonds de verre structurels qui limitent l'implication des militants.

Les groupes augmentent les capacités d'action et de diffusion de nos idées et revendications dans le périmètre de l'union de ville. Ils sont l'échelon privilégié pour le militantisme quotidien.

Les lycées sont un lieu privilégié de constitution de groupes pour et par le militantisme quotidien autour d'eux.

L'union des étudiant.e.s communistes décline les campagnes du MJCF dans l'enseignement supérieur en s'y structurant.

Le secteur UEC d'une fédération anime les campagnes localement par le militantisme quotidien, en constituant un maximum de cercles militants autour d'un lieu d'études identifié.

Les cercles augmentent les capacités d'action et de diffusion de nos idées et revendications dans le périmètre du secteur.

Pour la satisfaction des besoins et aspirations des jeunes face au capitalisme et au patriarcat

La campagne pour la satisfaction des besoins et aspirations des jeunes face au capitalisme et au patriarcat est un moyen d'amener le plus grand nombre de jeunes à mettre en cause le capitalisme et à s'organiser pour la construction d'une société communiste.

La réalité quotidienne de la majorité des jeunes est marquée par la précarité. Défendre la sécurisation des parcours de vie des jeunes, à l'opposé de la précarité dans laquelle nous plonge le capitalisme, permet de porter des revendications répondant à nos besoins et à nos aspirations. La jeunesse doit devenir synonyme d'autonomie et d'émancipation.

Ces revendications s'opposent à l'ordre capitaliste et portent ainsi sa mise en cause et la conscience de la nécessité de son dépassement.

La campagne aborde 3 thématiques dans ce cadre précis :

- l'éducation et l'orientation



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

- l'emploi des jeunes
- les nouveaux droits pour les jeunes

Ces thématiques ont vocation à être déclinées sur tous les lieux de militantisme du MJCF.

Le MJCF se donne pour objectif d'impulser des mobilisations pour défendre le droit à l'éducation dans les meilleures conditions et à l'orientation de son choix. Cela passe par l'implantation dans les lycées, c'est-à-dire par la création de groupes de militantisme autour d'un lycée partout où c'est possible. Cela passe par l'implantation dans les lieux d'enseignement supérieur, via l'UEC, branche étudiante du MJCF.

Le MJCF se donne pour objectif d'impulser des mobilisations pour mettre fin à la précarité de l'emploi des jeunes. Il développe par conséquent une adresse propre aux jeunes travailleurs et travailleuses.

Le MJCF se donne pour objectif d'impulser des mobilisations pour obtenir de nouveaux droits protecteurs pour la jeunesse et mettre fin à son exclusion du droit commun.

Le MJCF construit son activité pour répondre à ces objectifs de campagne en portant des revendications sur les 3 thématiques.

Éducation

Le MJCF lutte pour la fin de Parcoursup, plateforme de sélection sociale injuste et inégalitaire. Il lutte pour l'instauration d'un baccalauréat national en contrôle terminal, garantissant l'accès à toutes et tous à l'enseignement supérieur sans autres conditions requises et permettant une égalité des candidates et candidats sur l'ensemble du territoire.

Un véritable service public de l'orientation doit être mis en place, accompagnant les jeunes du collège à leur entrée dans la vie professionnelle, permettant de lutter contre les orientations forcées et genrées. Il faut un cadrage national des formations et des diplômes sur l'ensemble du territoire afin de permettre à chaque jeune de notre pays d'accéder facilement aux formations de son choix.

Nous proposons un revenu pour les étudiantes et étudiants situé au-dessus du seuil de pauvreté, et accompagné d'un investissement massif dans les services publics adressés aux étudiantes et étudiants, en particulier dans le logement.

Emploi

Le MJCF lutte pour la fin de tous les contrats précaires (CDD, intérim) et les statuts d'exploitation déguisés (autoentrepreneuriat de plateforme, service civique). Le CDI doit devenir la norme pour l'emploi privé et la titularisation pour l'emploi public. Il faut interdire toute rémunération du travail en dessous du SMIC, y compris dans le cas des apprentissages, services civiques, stages.

Il faut un plan de recrutement massif dans les services publics en commençant par la santé, l'éducation, le social, les transports et l'énergie. Une partie de ces recrutements doit se faire sous la forme de prérecrutement pour planifier les besoins et permettre de former convenablement les agents de demain. L'appropriation publique des secteurs stratégiques de l'économie est nécessaire afin de satisfaire les besoins du pays et décider de créations de postes en nombre suffisant, ainsi que de transformer le mode de production en respect de l'humain et de son environnement.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Nous défendons un élargissement de la sécurité sociale comportant une sécurité de l'emploi et de la formation afin d'éradiquer le chômage et les pertes de revenus.

Conquérir de nouveaux droits pour les jeunes

Le MJCF lutte pour l'émancipation des jeunes et l'accès à tout un ensemble de droits sociaux qui doivent être automatisés dans un statut social de la jeunesse.

Le statut social des jeunes implique le droit et la garantie d'accès au déplacement, au logement, à la culture, au sport, aux loisirs.

Les jeunes ne doivent pas être maintenus dans une situation de dépendance vis-à-vis de leur famille. Le statut social offre la protection nécessaire à l'émancipation.

Pour la liberté du peuple palestinien face à l'impérialisme et au colonialisme

Le MJCF se dote d'une campagne internationale afin de s'engager contre l'impérialisme et pour la paix entre les peuples.

La campagne pour la liberté du peuple palestinien face à l'impérialisme et au colonialisme est le meilleur moyen pour amener les jeunes à contester l'impérialisme et s'engager pour une paix juste et durable.

La colonisation de la Palestine et l'apartheid de l'État d'Israël envers les populations arabes israéliennes et palestiniennes illustrent de manière exemplaire l'impérialisme.

Cette campagne a vocation à être une campagne internationale dans le cadre de la Fédération Mondiale de la Jeunesse Démocratique (FMJD).

L'impérialisme états-unien est le principal soutien à cette politique de colonisation et d'apartheid, en raison de maintien de ses intérêts stratégiques au Proche-Orient. La diplomatie unilatérale et agressive des États-Unis contredit le respect du droit international et l'aspiration des Nations unies à la paix entre les peuples.

Le MJCF s'oppose aux politiques d'extrême droite du gouvernement israélien et affiche son soutien à celles et ceux qui luttent contre celui-ci, notamment le parti communiste et les jeunes communistes israéliens.

Les États-Unis ou la France appuient les intérêts économiques des groupes capitalistes impliqués dans le financement de la colonisation afin d'en tirer profit.

L'avènement d'une paix juste et durable passe nécessairement par l'autodétermination des peuples, la fin du colonialisme et de l'impérialisme.

La libération du peuple palestinien nécessite un État palestinien indépendant et souverain. Pour cela, les prisonnières et prisonniers politiques palestiniennes et palestiniens doivent être libéré.e.s. Il faudra aussi des sanctions internationales contre la politique coloniale et ségrégationniste du gouvernement d'Israël qui est en contradiction avec le droit international. Le MJCF soutient des mouvements de désinvestissement des banques et entreprises françaises des projets impérialistes et de colonisation israéliens. L'État palestinien doit être reconnu internationalement.

Le MJCF se donne pour objectif d'impulser des mobilisations afin que la France reconnaisse l'État de Palestine dans les frontières de 1967 avec Jérusalem-Est comme capitale.



43e congrès du MJCF les 28, 29, 30 janvier 2022 à Villejuif

Le MJCF se donne pour objectif d'impulser des mobilisations afin que la France agisse auprès d'Israël pour la libération des prisonnières et prisonniers politiques palestiniennes et palestiniens, en s'appuyant sur l'exemple de Marwan Barghouti et l'espoir de paix qu'il procure au peuple palestinien.

Ces objectifs impliquent un militantisme régulier sur les lieux où le MJCF est structuré. Les groupes et les cercles permettent de faire connaître la campagne et de mobiliser largement les jeunes.